

Extrait de :
Yves Bertoncini et António Vitorino,
« Réformer la "gouvernance" européenne. Pour une fédération
d'États nations plus légitime et plus efficace »,
Études & Rapports n° 105, Notre Europe – Institut Jacques Delors,
septembre 2014.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE de Philippe de Schoutheete	6
RÉSUMÉ	9
INTRODUCTION	
QUELS CHANGEMENTS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS POUR L'UE ET L'UEM ?	18
1. Consolider l'Union politique, au-delà du traité de Lisbonne	21
1.1. Mieux légitimer l'exercice des compétences de l'UE	21
1.1.1. Briser le mythe des 80 % des lois d'origine communautaire	22
1.1.2. Mieux séparer le législatif et le réglementaire	24
1.1.3. Des normes communautaires moins intrusives	27
1.1.4. Le droit d'initiative législative : priorité aux citoyens	30
1.2. Un Parlement européen plus lisible	31
1.2.1. Des seuils majoritaires à abaisser	32
1.2.2. Plus de pouvoirs décisionnels, moins d'activités résolutives	36
1.3. Un Conseil des ministres plus visible et plus efficace	38
1.3.1. Une transparence conforme à celle du Parlement européen en matière législative	39
1.3.2. Des présidences fixes plutôt qu'une présidence tournante	40
1.3.3. Des votes à la majorité qualifiée appelés à être plus nombreux	41

1.4. Une Commission plus verticale et collégiale	43
1.4.1. Sur le plan humain : une Commission bien composée	44
1.4.2. Sur le plan organisationnel : un collège plus fonctionnel basé sur des clusters	45
1.4.3. Une possible consolidation légale de ces évolutions fonctionnelles : un président et des vice-présidents de la Commission plus puissants	48
2. Au-delà de la crise : parachever l'Union économique et monétaire	51
2.1. Clarifier la répartition des compétences et des pouvoirs au sein de l'UEM	52
2.1.1. Le « régime FMI » (dans les « pays sous programme »)	54
2.1.2. Le « régime ONU » (pour le contrôle des excès budgétaires nationaux)	56
2.1.3. Le « régime hyper-OCDE » (pour le suivi des politiques économiques et sociales des États membres)	58
2.1.4. Le « régime Banque mondiale » (pour promouvoir davantage de réformes structurelles nationales)	60
2.2. Mieux gouverner la zone euro	61
2.2.1. Des sommets réguliers pour la zone euro	62
2.2.2. Un Eurogroupe doté d'un président à temps plein	63
2.2.3. Le rôle hybride de la Commission	63
2.2.4. Des services européens renforcés pour le gouvernement de la zone euro	64
2.3. Renforcer la dimension parlementaire de la zone euro	65
2.3.1. Un enjeu clé : le contrôle des gouvernements par leur parlement	66

2.3.2. Une « sous-commission zone euro » au Parlement européen	68
2.3.3. Une véritable conférence interparlementaire de l'UEM	69
2.3.4. Une répartition fonctionnelle des tâches entre parlements	70
2.4. Organiser la différenciation autour de la zone euro	71
2.4.1. La coopération renforcée, outil privilégié pour la différenciation	71
2.4.2. Un budget et des normes pour la zone euro	72
CONCLUSION	
UN AJUSTEMENT PROGRESSIF DES PRATIQUES POLITIQUES ET DES TRAITÉS	74
BIBLIOGRAPHIE	75
SUR LES MÊMES THÈMES...	76
AUTEURS	77